

Avis n° 03-632 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 13 mai 2003 sur les décisions tarifaires de France Télécom n° 2003041 relative à l'évolution du mode de tarification du Tarif Internet bas débit pour le marché résidentiel

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la décision tarifaire transmise par France Télécom, reçue le 23 avril 2003 ;

Après en avoir délibéré le 13 mai 2003,

I. Objet de la décision tarifaire

Cette décision tarifaire a pour objet de modifier le mode de tarification des communications à destination des numéros non géographiques d'accès à Internet, facturées par France Télécom au client final, pour les titulaires d'un contrat d'abonnement Principal, Numéris Itoo, Ligne Surf ou d'abonnement temporaire. Elle ne concerne donc pas les communications facturées aux clients titulaires de contrats destinés aux professionnels et aux entreprises.

I.1. Sur le type de trafic concerné

Les communications concernées par la présente décision tarifaire sont celles facturées par l'opérateur de boucle locale au client final ayant souscrit un abonnement, le plus souvent gratuit, auprès d'un fournisseur d'accès à Internet.

Ces communications peuvent toutefois être prises en charge par un opérateur tiers qui, après les avoir collectées au moyen de l'offre d'interconnexion de France Télécom, réalise leur transformation en trafic IP et assure le transport et la livraison de ce trafic à un fournisseur d'accès à Internet, éventuellement intégré à l'opérateur.

Le mode d'interconnexion le plus souvent pratiqué alors est un mode d'interconnexion indirecte selon lequel France Télécom facture les abonnés et recouvre les montants correspondants pour le compte de l'opérateur tiers concerné : les communications sont facturées au tarif Internet, avec application éventuelle des options tarifaires. Cette recette fait l'objet d'un reversement moyen aux opérateurs qui tient compte des effets des différentes options tarifaires en termes d'abonnement, de remises et de coût de gestion. France Télécom retient un montant correspondant aux coûts encourus pour la prestation de facturation et recouvrement qu'elle met en œuvre ; elle est par ailleurs rémunérée par l'opérateur tiers au titre de son offre d'interconnexion prévue au catalogue.

Toute évolution des tarifs de détail décidée par France Télécom doit donc, dans un tel schéma, se traduire par un effet correspondant sur le montant moyen reversé aux opérateurs tiers.

I.2. Sur l'évolution tarifaire

Actuellement la tarification des communications, facturées aux clients résidentiels, concernées par la présente décision tarifaire se compose de la façon suivante :

- un prix minimum par appel, de 0,089 euro hors taxes (0,106 euro toutes taxes comprises), donne droit à une durée de communication de 60 secondes ;
- au-delà de cette durée, les communications sont facturées à la seconde, sans modulation horaire, sur la base d'un prix exprimé en minute de 0,017 euro hors taxes (0,02 euro toutes taxes comprises).

Par la présente décision tarifaire, France Télécom souhaite établir la tarification de ces communications sur la base d'un prix d'établissement, sans crédit-temps, de 0,084 euro hors taxes (0,10 euro toutes taxes comprises) et d'une facturation à la seconde, sans modulation horaire, dont le prix exprimé en minute est de 0,017 euro hors taxes (0,02 euro toutes taxes comprises).

II. Analyse de l'Autorité

L'Autorité s'est attachée à examiner l'incidence que peuvent avoir les dispositions tarifaires contenues dans la présente décision tarifaire du point de vue des consommateurs, d'une part, et du point de vue des opérateurs concurrents de France Télécom d'autre part.

II.1. L'effet pour les consommateurs

Le principe du prix d'établissement d'appel consiste à facturer un prix par appel, ne donnant droit à aucune durée minimale, assorti d'un tarif à la seconde appliqué dès le début de la communication.

Le prix d'établissement d'appel sans crédit-temps envisagé est légèrement inférieur au prix minimum par appel donnant actuellement droit à une durée minimale de 60 secondes. Par ailleurs, le prix à la seconde, prévu dès le début de la communication, est identique à celui actuellement facturé au-delà de la première minute de communication.

L'évolution du prix par minute découlant des mesures prévues par France Télécom pour les appels concernés dépend donc en partie de la durée moyenne de connexion à Internet qui correspond à ces appels.

L'Autorité a pris en compte des profils de consommation moyens pour ce type de communications sur le marché des clients résidentiels ; elle estime que ces dispositions conduisent à une augmentation du prix moyen de l'ordre de 3,3 % pour cette catégorie d'appels.

Toutefois ce mode de facturation n'est pas, selon les hypothèses de trafic fournies par France Télécom, susceptible de conduire à des niveaux de prix supérieurs à ceux obtenus à partir des tarifs appliqués aux communications téléphoniques locales.

L'Autorité considère que la suppression du crédit-temps contribuera à une meilleure lisibilité de la facturation des appels concernés : la durée facturée des communications figurant sur la facture du client correspondra ainsi à leur durée réelle. Elle note à cet égard que le prix d'établissement d'appel en France métropolitaine est arrondi à 0,10 euro hors taxes.

II.2. L'effet pour les concurrents

L'augmentation du prix des communications d'accès à Internet par les numéros non géographiques facturées aux clients résidentiels devrait avoir un effet de hausse sur le niveau de revenu moyen que France Télécom reverse aux opérateurs dans le cadre des accords d'interconnexion passés pour ce type de trafic. Cette mesure est donc de nature à améliorer les conditions des acteurs sur le marché concerné.

III. Conclusion

L'Autorité constate que les dispositions prévues par France Télécom dans la présente décision tarifaire conduiront à une augmentation du prix des communications concernées. Elle observe que ces mesures contribueront à une meilleure lisibilité du mode de facturation de ces appels. Elle note par ailleurs que cette évolution du prix de détail facturé au client final devrait avoir un effet à la hausse sur revenu moyen que France Télécom reverse aux opérateurs tiers qui acheminent ce trafic vers les fournisseurs d'accès à Internet dans le cadre des accords d'interconnexion passés.

L'Autorité émet un avis favorable sur la décision n° 2003041 de France Télécom.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 mai 2003

Le Président

Paul Champsaur